

La Région bruxelloise perd de nombreux habitants au profit des deux Brabants

LA LIBRE - BELGA - 15 décembre

Avec 1.175 173 habitants au 1er janvier 2015, la Région de Bruxelles-capitale n'a jamais été aussi peuplée, la population ayant augmenté de 1% en un an. A la base de ce phénomène, les mouvements migratoires internationaux (+16.106) et un solde naturel (+9.482) importants, ressort-il du focus consacré par l'Institut bruxellois de la Statistique et de l'Analyse (IBSA) en décembre à l'évolution de la démographie dans la capitale.

Autre constat de ce document: au niveau des migrations internes, la Région bruxelloise perd aussi de nombreux habitants au profit des deux autres Régions, souvent tentés par un exode vers les deux Brabants. Au cours de l'année 2014, la Région a gagné 11.687 habitants, soit une croissance relative de 1 %, représentant le double de celles enregistrées en Flandre (+0,5 %) et en Wallonie (+ 0,4 %). Cette hausse de la population est supérieure à celle de 2013.

A l'échelle des flux migratoires internationaux, en 2014, 50.188 personnes en provenance de l'étranger sont venues s'installer à Bruxelles et 34.082 l'ont quitté pour aller habiter dans un autre pays. Ces chiffres regroupent principalement des Européens, parmi lesquels des Belges. La différence entre le nombre d'entrées et de sorties depuis et vers l'étranger donne le solde migratoire international de 16.106 en 2014, soit 4.131 personnes de plus qu'en 2013.

Bruxelles a aussi accueilli 23.375 personnes en provenance de Wallonie ou de Flandre. La différence entre le nombre de personnes ayant quitté Bruxelles pour aller habiter en Flandre ou en Wallonie et le nombre de résidents de ces deux autres régions venus s'installer à Bruxelles donne le solde migratoire interne de la Région de Bruxelles-Capitale, négatif depuis de nombreuses années. En 2014, il s'élevait à -13.420 unités, un chiffre encore plus négatif qu'en 2013 (de 800 unités).

Mais où vont les Bruxellois ?

Les Bruxellois qui quittent la Région s'installent surtout dans les deux provinces de Brabant, mais aussi dans les principales villes du pays. Les soldes migratoires internes les plus importants (en défaveur de la Région bruxelloise) sont enregistrés dans les Brabant flamand et wallon (-10.400). Avec les principales villes du pays, l'intensité des migrations internes est également importante, mais les flux d'entrées et de sorties ont plus souvent tendance à se compenser ou s'annuler.

Avec près de 265.000 ressortissants, les ressortissants d'un pays membre de l'UE n'ont jamais été aussi nombreux au sein de la Région, où ils représentent désormais 22,5% de la population totale et 66,0% des Étrangers. À eux seuls, leur nombre augmente de plus de 10.000 unités en 2014, contre seulement moins de 3.000 pour

les ressortissants des pays hors UE. En parallèle, le nombre de Belges diminue - une première depuis 1995) de plus de 1.600 unités.

Bruxelles-ville en tête

Au niveau communal, la population augmente dans 17 des 19 communes bruxelloises. Les augmentations les plus importantes sont enregistrées à Bruxelles-ville (+3%), Ixelles (+1,7%) ainsi qu'à Evere et Woluwe-St-Lambert (+1,3%).

Au contraire, elle est négative à Schaerbeek et St-Josse-ten-Noode (-0,4%).

Au cours des dix dernières années, les augmentations les plus importantes ont été enregistrées dans les communes de la moitié nord/ouest de la Région. À l'inverse, les communes de la moitié sud/est de la Région enregistrent des croissances plus modérées, avec un minimum de 0,6% à Watermael-Boitsfort, relève-t-on dans le Focus de l'IBSA.

La classe moyenne quitte Bruxelles et elle diminue dans les emplois salariés

La classe moyenne en voie de disparition en Belgique

Le Soir – date inconnue

Selon une étude, la part des emplois à salaires élevés et à bas salaires est en croissance sur le marché de l'emploi. Le phénomène, observé partout en Europe ; touche plus particulièrement la Belgique

Selon un article publié par les chercheurs Maarten Goos (KU Leuven), Anna Salomons (Université d'Utrecht) et Alan Manning (London School of Economics) dans la revue « American Economic Review » et relayée par De Standaard, la part du segment des classes moyennes sur le marché du travail a diminué de 12 points de pourcentage entre 1993 et 2010, alors que les classes « élevées » ont gagné 9 points de pourcentage et les classes « basses » 3 points de pourcentage. Le phénomène touche toute l'Europe mais la Belgique est le pays où il est le plus criant, après l'Irlande.

La cause de cette évaporation de la classe moyenne est liée à l'influence des technologies. « On a longtemps pensé que celles-ci mettraient en danger les emplois moins qualifiés et moins payés, mais ce n'est pas le cas », constate Anna Salomons. « Ce sont surtout les emplois dans l'industrie ou les bureaux qui sont touchés par les développements technologiques comme l'automatisation. Pour le nettoyage, l'accueil de la petite enfance ou le service dans un restaurant, ça joue moins. »

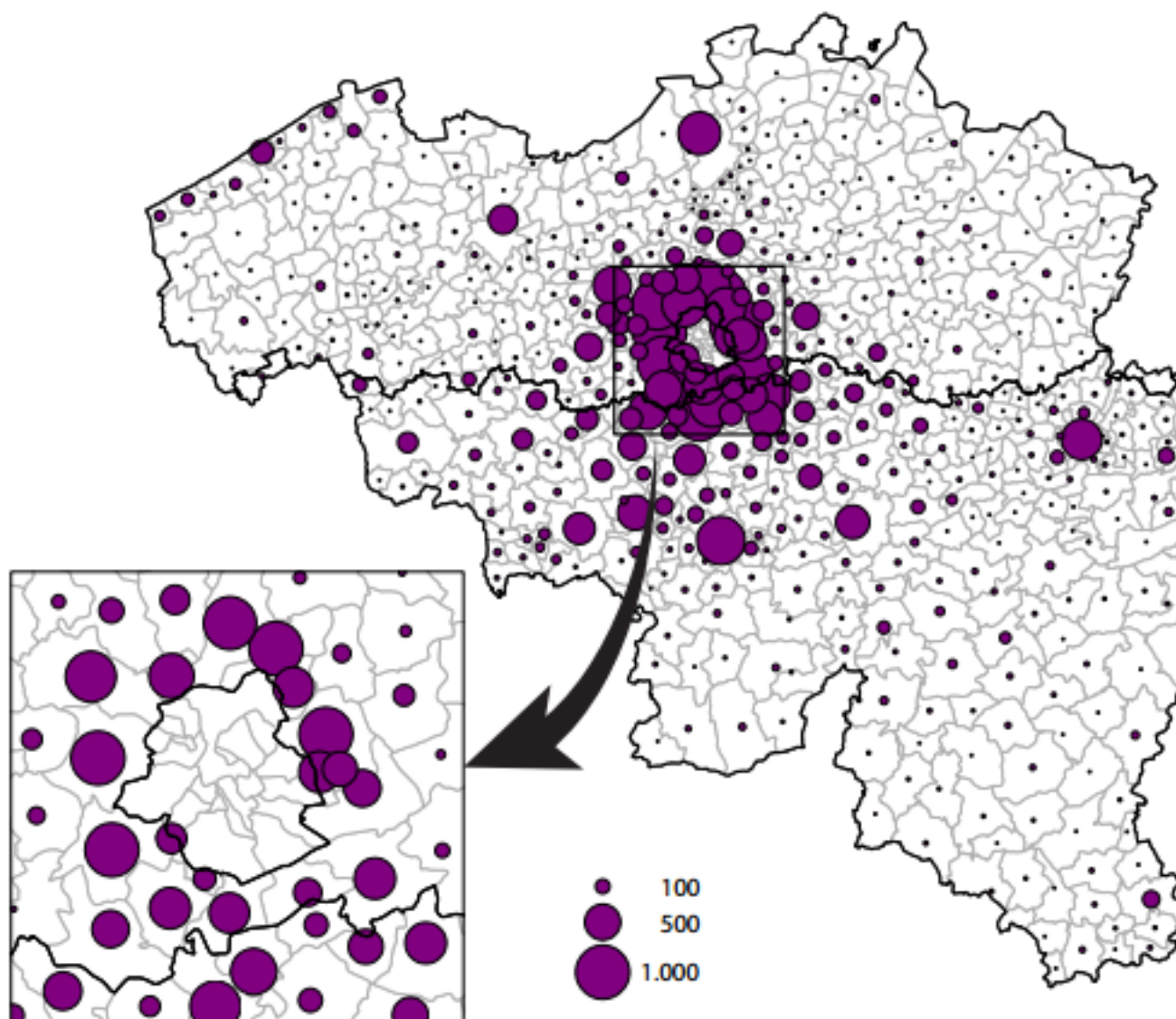
Brusselaars trekken naar Rand, Antwerpen en Charleroi

door LV © brusselnieuws.be - 15/12/2015

kaarten bewerken:

<http://www.brusselnieuws.be/nl/nieuws/brusselaars-trekken-naar-rand-antwerpen-en-charleroi>

Brussel verloor vorig jaar opnieuw 10.000 inwoners aan Vlaams- en Waals-Brabant. Ook steden zoals Antwerpen en Charleroi zijn in trek bij Brusselaars. Leuven en Namen verloren dan weer inwoners aan Brussel.



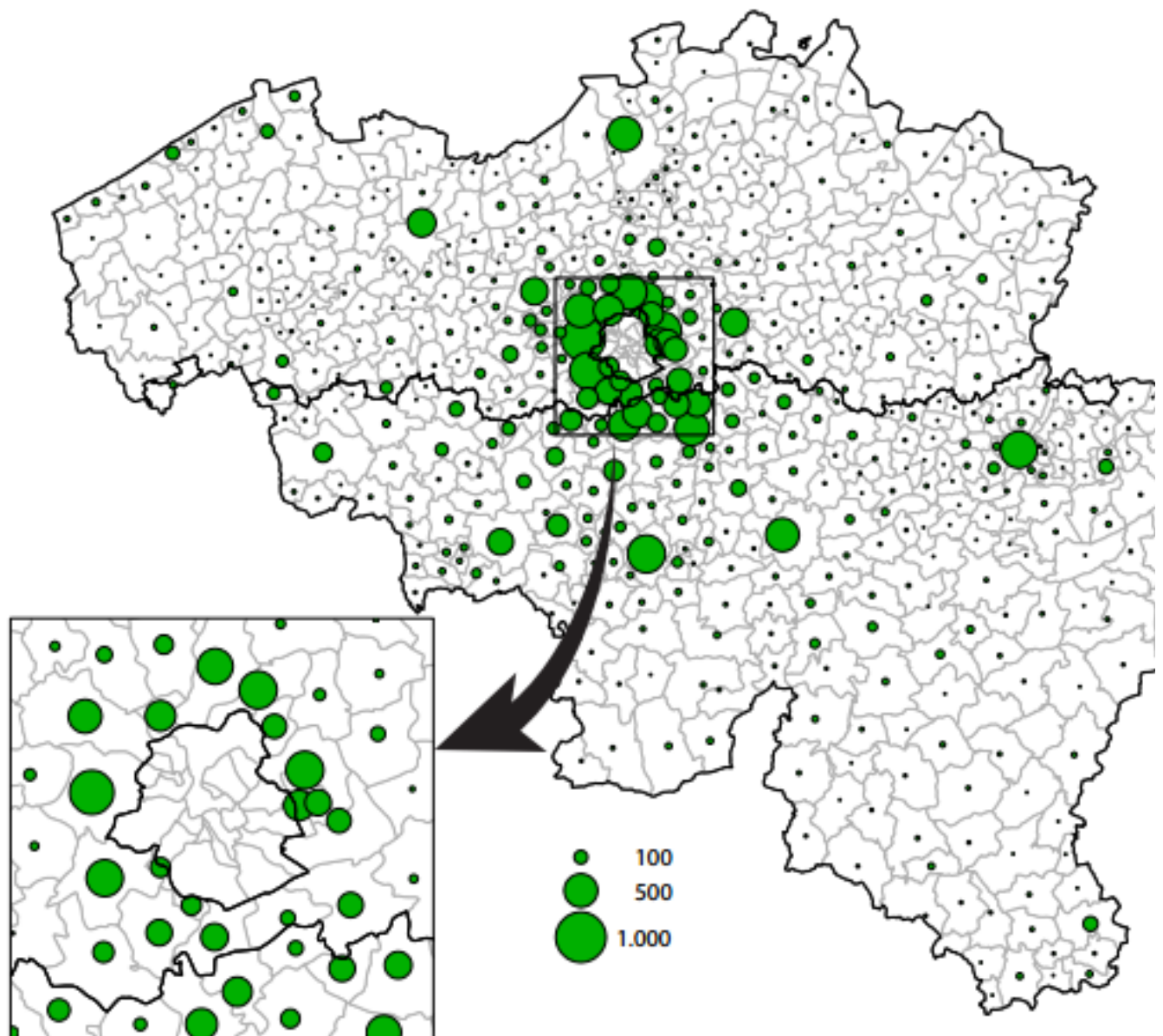
De uitwijking vanuit Brussel in kaart. (© BISA)

Brussel kreeg er vorig jaar bijna 11.700 inwoners bij. Dat betekent een groei van 1 procent. Meer dan in 2013 (+0,8 procent), maar nog altijd niet te vergelijken met recordjaar 2010, toen er 30.000 inwoners bijkwamen.

Achter het jaarlijks cijfer van de bevolkingsgroei gaat echter een hele reeks statistieken schuil. Van toenemende geboorten en afnemende sterftes, maar vooral van verhuizingen. Van de Rand en de rest van het land naar Brussel en omgekeerd, maar ook van en naar het buitenland.

De verhuisbewegingen tussen Brussel alle Belgische gemeenten zijn nu in kaart gebracht door het BISA (Brussels Instituut voor Statistiek en Analyse).

Brussel trok vorig jaar 23.375 nieuwe inwoners aan uit de rest van het land. Iets meer dan de helft van de nieuwkomers kwam uit Vlaams- en Waals-Brabant. Verder van Brussel, trekt de hoofdstad vooral mensen uit steden aan. Zo verhuisden bijna 1.200 mensen van Charleroi en Luik naar Brussel. Gent en Antwerpen leverden bijna 900 nieuwe Brusselaars. *(lees verder na de kaart)*



Kaart van de inwijking naar Brussel (© BISA)

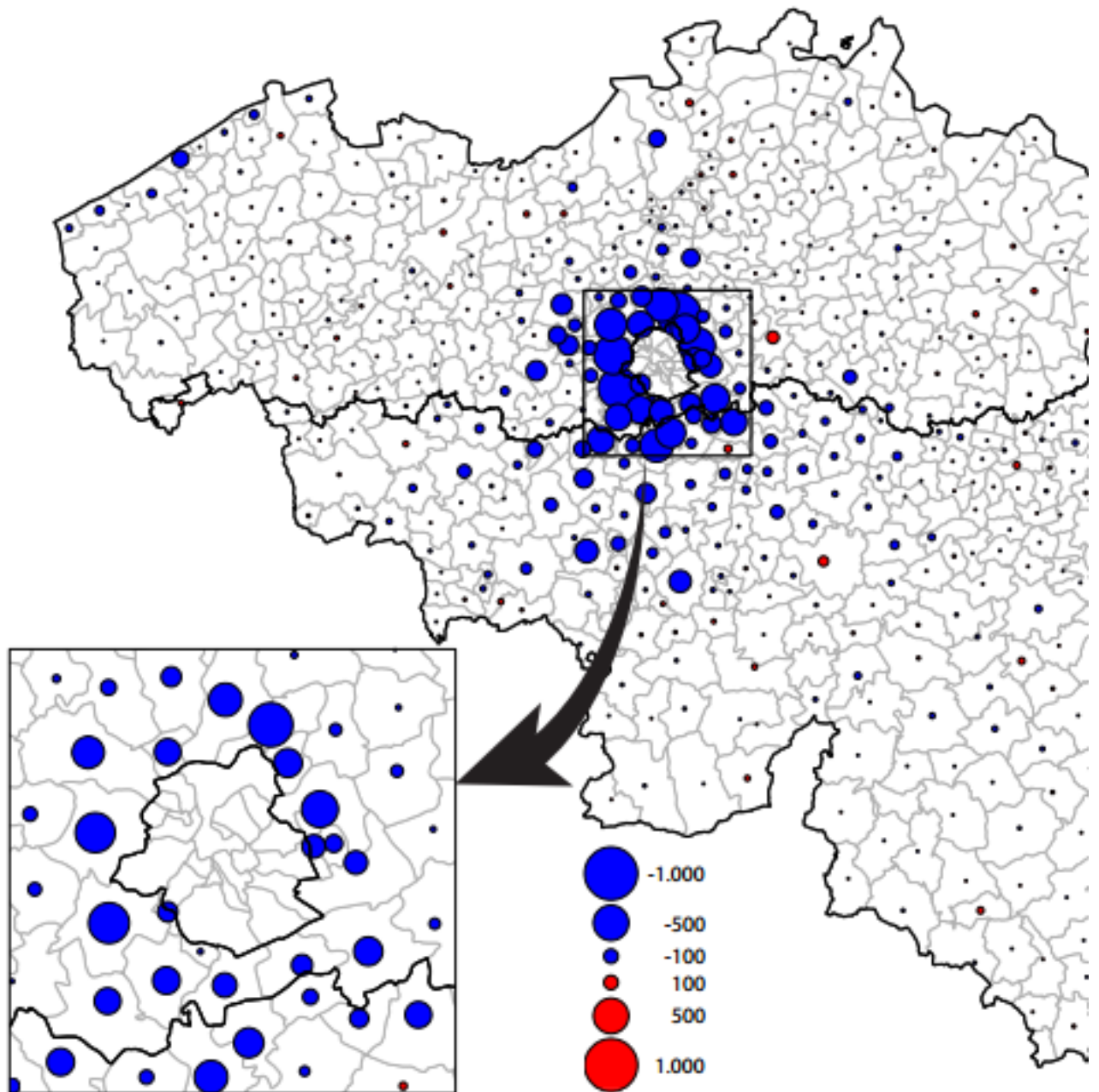
Tegelijk zag Brussel 36.795 inwoners vertrekken naar de rest van het land. 63 procent daarvan kwam terecht in Vlaams- of Waals-Brabant. Verder zijn het opnieuw

de grote steden die ex-Brusselaars aantrekken. 1.400 Brusselaars trokken naar Luik en Charleroi, 1.000 naar Gent en Antwerpen.

Steden trekken aan

De aanwezigheid van steden toont aan dat de verhuisbewegingen niet alleen bepaald worden door nabijheid. "Steden trekken sowieso meer mensen aan omdat ze meer jobs, voorzieningen en huisvestingsmogelijkheden hebben, en beter bereikbaar zijn met het openbaar vervoer", zegt Jean-Pierre Hermia van het Bisa. "Dat fenomeen wordt overal ter wereld vastgesteld. Bevolking trekt bevolking aan." Brussel zag 13.420 inwoners meer vertrekken naar de rest van het land, dan het inwoners aantrok van elders in België. Het cijfer ligt een beetje hoger dan de voorbije jaren, met uitzondering van 2012, toen Brussel 13.714 mensen verloor aan de rest van het land. In 2004 bedroeg het zogenaamde intern migratiesaldo nog -12.215, een verschil van 1.200 met 2014.

Het grootste verlies wordt opgetekend met Vlaams- en Waals-Brabant (10.400 meer verhuizers naar die twee provincies dan omgekeerd). Met de steden zijn de verhuisbewegingen van en naar Brussel min of meer in evenwicht. Enkele steden zien zelfs meer inwoners naar Brussel vertrekken dan ze ex-Brusselaars verwelkomen. Het gaat om Leuven, Namen en Ottignies-Louvain-La-Neuve. "Het gaat om steden met een relatief jonge bevolking en ook veel studenten, en het zijn vaak jonge afgestudeerden die naar Brussel verhuizen."



Bron: BISA, FOD Economie - Statistics Belgium

Gemeenten met een blauwe bol winnen inwoners uit Brussel, die met een rode bol verliezen inwoners aan Brussel. (© BISA)

L'exode de la classe moyenne coûte 261 millions à Bruxelles

L'Echo - Anaïs Sorée - 16 mai 2015

La fuite des "revenus moyens" a des incidences sur les finances communales et régionales bruxelloises: près de 261 millions par an.

Chaque année, 30.000 Bruxellois quittent la capitale pour s'installer dans l'une des deux Régions voisines. La grande majorité des Bruxellois qui s'en vont font partie de ce qu'on appelle la classe moyenne. Admettons que font partie de la classe moyenne, les personnes qui gagnent entre 20.000 et 50.000 euros brut par an. En 2000, ces personnes représentaient 34,2% des habitants de Bruxelles. En 2011, elles ne représentent plus que 28,5%.

D'un autre côté, la proportion de personnes plus pauvres (gagnant jusqu'à 20.000 euros), a augmenté (de 58,6% à 63,8%). Ces calculs ne tiennent compte ni de l'inflation ni de l'indexation automatique des salaires. Ceux-ci auraient dû provoquer un "enrichissement" virtuel de la population. Or que constate-t-on? Bruxelles s'appauvrit. C'est dire l'ampleur du phénomène.

En même temps, la proportion de personnes plus riches est aussi en hausse, surtout la tranche de "très riches" (plus de 100.000 euros). Le départ de la classe moyenne provoque donc une dualisation des revenus. Il crée à la fois plus de pauvreté et plus de richesse.

Emmanuel De Bock, chef de groupe FDF, s'est intéressé à l'impact de cet exode urbain sur les finances communales et régionales. Il a calculé que celui-ci représentait un manque à gagner de 261 millions par année (212 millions pour les communes et 49 millions pour la Région). L'augmentation des plus riches ne compense donc pas la hausse des plus pauvres.

Mise en garde

Comment le député est-il parvenu à une telle somme? Il a comparé l'évolution de ces deux principales recettes des communes (additionnels au précompte immobilier et à l'impôt des revenus) entre 2002 et 2012. Il a constaté que celles-ci n'ont augmenté que de 146 millions pendant cette période, ce qui équivaut à une hausse de 27% pour les additionnels à l'impôt et 20% pour le précompte immobilier. Or la population a augmenté de 18,6% et l'inflation sur cette période a été de 26%. *"En tenant compte de ces deux paramètres, les recettes communales auraient dû augmenter de près de 25% supplémentaires"*, calcule Emmanuel De Bock. Soit un manque à gagner de 212 millions pour les communes, ce qui représente 100% de leurs recettes liées à l'impôt sur les personnes physiques que perçoivent les communes (210 millions) chaque année. *"Donc, si on avait gardé notre classe moyenne, toute chose étant égale par ailleurs, on aurait pu supprimer les additionnels à l'IPP pour les communes sans même hausser d'autres impôts."* Le député met en garde: *"Si on continue comme cela, dans dix ans, pour retrouver les parts perdues, on devra de nouveau quémander un refinancement."* Il demande d'urgence un "plan classes moyennes". *"Tout l'enjeu est de réussir la mixité sociale"*, dit-il. Et pour lui, "c'est le fiscal qui sauvera le social".

La Région a mandaté un groupe d'experts fiscaux pour préparer une réforme fiscale dont les effets ne sont attendus qu'en 2017. *"On perd du temps, juge le député. Une*

réforme engagée en 2017 n'aura d'impact qu'en 2018 et donc les citoyens ne verront la réalité de celle-ci qu'en 2019." La Flandre a déjà mis en œuvre certaines mesures fiscales. "Elle a déjà revu le bonus-logement. La portabilité des droits d'enregistrement existe déjà. Et elle a diminué ses taux en matière de droits de donation. Elle a une longueur d'avance. Elle nous oblige à rentrer dans le jeu de la concurrence fiscale. Il faut bien se dire qu'une fois que la personne a déménagé en Flandre, elle ne reviendra plus. Il n'y a pas de temps à perdre", presse-t-il.

Le gouvernement bruxellois souhaite glisser d'une fiscalité sur le travail vers une fiscalité immobilière en augmentant le précompte immobilier, par exemple. Mais rien n'est formalisé. Des propositions sont attendues d'ici la fin de l'année. Jusqu'à présent, la seule décision prise est la suppression de l'additionnel à l'IPP de 1% et de la taxe régionale forfaitaire (89 euros par ménage).

Diminuer l'additionnel à l'IPP

Emmanuel De Bock estime que les communes pourraient aussi diminuer leurs additionnels à l'IPP qui oscillent entre 5,9 et 7,5%. "Auderghem fait partie des communes qui taxent le moins. Et que constate-t-on? Elle fait aussi partie des communes qui comprennent l'une des plus grandes proportions d'habitants issus de la classe moyenne (34,6%)", remarque le député FDF faisant référence – et ce n'est sans doute pas un hasard – à une commune dirigée par un autre FDF (Didier Gosuin).

Dans le classement, la commune qui comprend la plus grande proportion d'habitants de la classe moyenne est Ganshoren (35,9%). Celle qui comprend la plus faible proportion est Saint-Josse-ten-Noode (21,0%) et c'est celle où l'on retrouve la plus grande part de pauvreté; 45,6% des habitants gagnent moins de 10.000 euros brut par an. Ensuite, c'est Ixelles qui est la deuxième commune la plus pauvre avec 44,4%.

À noter qu'une commune telle qu'Uccle se paupérise. Entre 2005 et 2012, elle a reçu plus de 8.000 déclarations à l'impôt en plus dans la catégorie des moins de 20.000 euros. *"C'est énorme puisque cela représente 14% des nouvelles déclarations bruxelloises, soit 40% d'augmentation pour cette commune"*, souligne le député, qui y siège également conseiller communal. Sur la même période, elle n'a reçu que 2.706 déclarations supplémentaires pour les revenus de 20.000 à 50.000 euros et 2.247 déclarations pour les + de 50.000 euros. En tenant compte de l'inflation (20%), Uccle perd près de 25% de sa classe supérieure entre 2005 et 2012. "Ceci explique la non-adéquation des recettes des communes avec l'augmentation de la population", conclut Emmanuel De Bock.

Bruxelles, 3e région la plus riche d'Europe

L'Echo - 22 mai 2015

Londres et Luxembourg devancent la capitale belge au classement du plus grand PIB par habitant.

La Région de Bruxelles-Capitale est restée en 2013 la troisième région la plus riche de l'Union européenne, avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant représentant 207% de la moyenne de l'UE.

Bruxelles n'est devancée que par "Inner London" et Luxembourg. Ces chiffres doivent toutefois être relativisés car le flux des navetteurs accentue nettement la production des régions capitales (comme Bruxelles), ce qui augmente leur classement. Mayotte est la région la plus pauvre. Le PIB par habitant de la Flandre atteignait 120% de la moyenne, tandis que celui de la Wallonie est à 88%.